

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CARRIERES D'OCCITANIE

2228 Route de Castres
81490 Saint-Salvy-De-La-Balme

Références : 81-CARMIN-2026-12
Code AIOT : 0006803472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement SARL CARRIERES D'OCCITANIE implanté Fontcrabe 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un changement d'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CARRIERES D'OCCITANIE
- Fontcrabe 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803472
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière a été autorisée par un arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 pour une durée de 25 ans, avec une production annuelle maximale de 3 000 tonnes. Cette autorisation a été prolongée de 10 ans, soit jusqu'au 26 décembre 2039, par un arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2024, comprenant également une refonte du phasage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article DG7	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 03/07/2024, article 5	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 03/07/2024, article 7	Sans objet
4	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière d'Occitanie, inactive depuis le début de l'année 2024, a fait l'objet d'un changement d'exploitant en mars 2025. À cette occasion, elle a été renommée « Les Granits de Sept Faux », en remplacement de « Carrières d'Occitanie ».

Elle est contiguë à la carrière « Les Granits de Sept Faux », située aux lieux-dits Le Lac Bas et Foncrabe ; les deux sites relèvent désormais du même exploitant.

Des travaux d'aménagement, prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2024, sont en cours, notamment sur les pistes de circulation (amélioration de l'accessibilité, sécurisation, débroussaillage et élargissement). L'extraction reprendra à l'issue de ces travaux préliminaires, afin de se conformer au phasage défini par l'arrêté précité.

À terme, les deux carrières seront rendues communicantes.

La carrière n'était pas en activité lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2024, article 5
Thème(s) : Situation administrative, zone mitoyenne
Prescription contrôlée :

<p>Une dérogation aux dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières est accordée aux limites Nord des parcelles section BD n° 75, 76, 77, 78, 79 avec les parcelles section BD n° 73 et section BM n° 64 et 65 exploitées par la carrière voisine. Les dispositions suivantes sont applicables à cette zone mitoyenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le chemin entre ces parcelles est déplacé de façon à faciliter l'exploitation [...].
<p>Constats :</p> <p>La circulation entre les deux carrières jumelles du Granit de 7 Faux a été rétablie à la suite de l'acquisition, en 2025, de la carrière visitée ce jour (anciennement Carrière d'Occitanie) par l'exploitant de la carrière Granit de 7 Faux voisine.</p> <p>Les parcelles mitoyennes offrent désormais un accès facilitant l'exploitation. Les aménagements liés à la circulation se poursuivent, notamment avec des travaux de débroussaillage et de sécurisation.</p> <p>Il convient de noter que cette carrière n'était plus en activité depuis février 2024 avant son récent rachat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2024, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Travaux d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est menée sur deux zones, l'une située à l'Ouest du site et l'autre à l'Est. Dès la première phase, l'exploitation atteint les cotes minimales sur les deux zones Ouest et Est (respectivement de 400 m NGF et de 435 m NGF).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers travaux d'extraction remontent à février 2024, dans l'attente de la reprise du site par un nouvel exploitant. Depuis lors, le phasage est resté déconnecté de celui prévu dans l'arrêté préfectoral précité.</p> <p>En conséquence, les cotes d'extraction n'ont pas évolué depuis cette date, elles s'établissent à 412 m NGF à l'ouest et à 447 m NGF à l'est.</p> <p>La récente acquisition par le nouvel exploitant devrait permettre une reprise de l'activité (pas encore initiée en cours d'aménagement) et d'une évolution du site en cohérence avec le phasage initialement défini.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Registres et Plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article DG7</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000^{ème} ou à une</p>

<p>échelle plus grande, sur lequel figure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au delà de celle-ci; • les bords de fouille et les dates des relevés correspondants successifs; • les cotes NGF des différents points significatifs; • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés; • la position des ouvrages à préserver.
<p>Constats :</p> <p>Le plan présenté par l'exploitant, réalisé en 2023, comporte les éléments définis à l'article précité (cotes, bords de fouille, bande de 50 mètres, etc.).</p> <p>La situation de l'extraction n'ayant pas évolué depuis le début de l'année 2024, en raison de l'arrêt de l'activité, ce document reste à ce jour d'actualité.</p> <p>Toutefois, compte tenu de la reprise de l'exploitation intervenue fin 2025 et des aménagements en cours prévus par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2024, une mise à jour du plan d'exploitation devra être réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant produira un plan d'exploitation actualisé pour l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Aménagement préliminaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité au public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "Dispositions générales" du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de signalisation de sécurité à destination du public et des usagers sont en place. Depuis sa récente acquisition, le site a fait l'objet d'un renforcement de la clôture, notamment au niveau des accès.</p> <p>Il est à noter qu'à ce jour, aucun engin n'est stationné sur le site et qu'aucun produit susceptible de générer une pollution (GNR, huiles, etc.) n'y est stocké. Les engins ainsi que l'ensemble des produits nécessaires à leurs fonctionnements sont localisés sur la carrière voisine, les produits sont entreposés dans un conteneur dédié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

